

**ETUDE ACOUSTIQUE ET VIBRATOIRE RELATIF À LA CONSTRUCTION D'UN STAND DE TIR
A L'ACADÉMIE MILITAIRE DE LA GENDARMERIE NATIONNALE (AMGN),
SITUÉE AVENUE DU TREIZIÈME DRAGONS À MELUN (77).**

**ANNEXE 2
CLAUDE DE CONFIDENTIALITÉ**

Dénomination sociale de la société soumissionnaire :

SIRET :

Adresse :

Représentée par (*Nom Prénom*) :

Fonction du représentant de la société :

Le présent document atteste que la société soumissionnaire dont le nom et les coordonnées sont mentionnées ci-dessus :

- **s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents** mis à disposition, dans les conditions figurant au verso du présent document qu'elle déclare avoir lu et approuvé.

Fait à _____, le _____

La société

Signature et cachet :

.....
.....
.....

CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Par le présent document pris en application de l'article 44.II de l'ordonnance n° 2015-899 modifiée du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, la société soumissionnaire, dont les coordonnées et la signature du représentant figurent au recto dudit document, s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à disposition par la personne publique dans le cadre de la mission d'étude acoustique et vibratoire du projet de construction du stand de tir à L'EOGN de MELUN (77).

Le présent engagement de confidentialité s'applique, y compris en l'absence de candidature, sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché susvisé, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique.

L'ensemble des documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles et nécessaires afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

En outre, par application de l'article 44.II de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée, la société soumissionnaire s'engage à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation ;
- ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par la personne publique à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre de la procédure ;
- ne pas communiquer les documents, informations et fichiers transmis par la personne publique à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure ;
- ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par la personne publique à l'issue de la procédure de passation du marché en procédant à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- n'émettre aucune réserve sur le présent engagement de confidentialité.

La société soumissionnaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations précédentes et à les faire respecter par son personnel ainsi qu'à ses sous-traitants, le cas échéant.

La personne publique se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.